



**La minorité PS/MEDEF veut imposer sa loi «travail» à la majorité de la population qui la rejette.
Le «soutien» et «la solidarité» ne suffiront pas à les mettre en échec**

**A l'Hôpital comme ailleurs :
c'est maintenant qu'il faut entrer en lutte.**

Hollande, Valls et leur gouvernement ont beau tout essayer : article 49/3, répression policière, division, menaces, rien n'y fait. Ils sont minoritaires au parlement, et surtout ils sont minoritaires dans le pays : leur projet de loi on en veut pas!

Loin de s'essouffler, le mouvement contre la loi El Khomri s'amplifie :

- Les manifestations du 26 Mai étaient plus massives encore que les précédentes.
- La grève s'étend à de nouveaux secteurs : raffineries, transports, centrales électriques, ports ...

ChacunE le voit, un bras de fer décisif est engagé, et c'est maintenant qu'il faut faire céder gouvernement et patronat.!

Alors, il n'est plus temps de regarder passivement ce mouvement avec sympathie.

Face à la détermination et à la violence gouvernementale, cela ne suffira pas. Il faut toutes et tous s'y mettre, pour paralyser les entreprises et les services, seul moyen qui reste pour se faire entendre.

Dénoncée par le patronat, l'extension de la grève à d'autres secteurs est redoutée par le gouvernement. Il essaie de l'éviter en tentant de rassurer les routiers sur le paiement des heures supplémentaires ou les cheminots sur la pérennité de leur accord d'entreprise...

Dans les hôpitaux l'heure est maintenant à entrer dans la lutte.

Parce que nous sommes concernéEs par la loi travail.

- la précarité s'étend sans cesse dans les établissements où le personnel statutaire ne cesse de se réduire, remplacé par des contrats de droit privé.

- personne ne peut croire que les attaques contre le code du travail ne seront pas transposées demain aux personnels encore protégés par le statut.

Parceque c'est aussi l'heure d'y aller contre l'ensemble des attaques que nous subissons depuis des années : les réductions d'effectifs, les conditions de travail dégradées, le «management» de plus en plus insupportable, contre la remise en cause des RTT, les bas salaires et le blocage des rémunérations.

Groupement Hospitaliers de Territoire : attention danger !

Dans tous les établissements l'heure est actuellement à la création des «Groupements Hospitaliers de Territoires». Les ARS et les directions préparent les projets, mais les hospitaliers n'ont guère accès aux informations, et ces projets paraissent souvent bien éloignés des préoccupations de tous les jours. Et pourtant ces «groupement hospitaliers», vont amplifier les regroupements d'établissements, les fermetures de services, les réductions de postes.

Les directions commencent à annoncer des «gel de postes» en prévision de la mise en place des ces groupements. Ces restructurations ne laisseront à terme subsister qu'un ou deux établissements par département. Ces restructurations au sein d'énormes établissements ouvrent la voie à la création de groupes, public/privé qui deviendraient demain des groupes concurrentiels, dans le cadre de la privation rampante de notre système de santé.

En psychiatrie, des mobilisations commencent contre ces «Groupements» qui détruisent le service public.

Le moment est venu de mettre en échec tous ces projets, de coordonner les luttes entre établissements hospitaliers, de les lier à celles des autres secteur pour imposer le retrait de tous les projets néfastes aux salariés et mettre ce gouvernement hors d'état de nuire en le faisant «Vall'ser»

PRENDRE CONTACT AVEC LE NPA

Vous avez entre les mains le bulletin des militant-e-s du NPA travaillant dans le secteur santé-sécu-social. Pour participer à son écriture, ou à sa distribution, pour réagir ou prendre contact avec le NPA, une seule adresse :

npa-secu-sante-social@orange.fr

Front National : attention un discours peut en cacher un autre !

Dans la perspective des élections de 2017, le Front National et sa présidente Marine Le Pen s'intéressent de plus en plus aux hospitaliers.

Le 11 Mai dernier, elle adressait une «lettre ouverte» aux infirmières, quelques jours plus tard, elle annonçait le lancement d'un «collectif» santé du Rassemblement Bleu Marine et rendait publics des éléments de programme pour 2017.



Pour s'attirer la sympathie des hospitaliers, Marine Le Pen n'hésite pas à reprendre l'argumentaire et les revendications des organisations syndicales, des mouvements sociaux et des partis à la gauche du PS. Elle dénonce le «manque de reconnaissance financière et morale» des infirmierEs et de l'ensemble personnels hospitaliers, l'effondrement continu de leur pouvoir d'achat. Elle s'en prend à l'étranglement financier de l'hôpital public.. Elle s'engage à supprimer la «tarification à l'activité», (T2A) destructrice du service public. Elle dénonce les difficultés à l'accès aux soins.

Derrière le verni, le vieux fond de commerce de la famille Le Pen

Mais quand il s'agit d'en venir aux causes et aux remèdes de cette situation, le discours change, et l'on retrouve le vieux fond de commerce anti migrants, et anti étranger de la famille Le Pen (père et fille) :

la saturation des services, les difficultés quotidiennes rencontrées par les personnel, les incidents ou altercations fréquentes dans les services d'urgence sont causées par les « vagues d'immigration » qui submergent les services hospitaliers . Etrangers et migrants sont la source de conflits «communautaristes». Quant à la qualité des soins, la présidente du FN souligne avec insistance la présence de 25% de médecins étrangers «dont la moitié extra-européens, alors que leur formation n'est pas de même qualité » » «.



Trouver un bouc émissaire ou combattre le «système».

Rien d'étonnant, car le parti des milliardaires Le Pen , dénonce le «système», mais n'a nulle intention de le combattre.

Augmenter les salaires dans la fonction publique, donner les moyens nécessaires à l'hôpital public, rembourser intégralement les soins aux malades, cela veut dire augmenter les cotisations sociales, prendre sur les profits, c'est à dire s'en prendre aux vrais responsables de la crise, de la misère et de l'austérité : les 1% qui, en France comme ailleurs, possèdent l'essentiel des richesses de la planète. Et cela bien sûr le FN n'a aucune envie de le faire.

La lutte contre la loi El Khomri le montre : le FN dénonce la loi travail... mais insulte et combat ceux qui s'y opposent dans la rue, sur les barrages ou en faisant grève. Il préfère canaliser la colère populaire vers les victimes de la crise de nos sociétés inhumaines que sont les migrants, en semant la haine.

Ce poison doit être combattu au jour le jour, en dénonçant le pseudo discours social du FN, en développant la mobilisation contre les vrais responsables : patronat et gouvernement, en traçant une alternative à tous les défenseurs d'un «système» dont le FN est, en réalité le pire représentant.

**NOUVEAU SITE DU NPA
SANTÉ-SÉCU-SOCIAL !**

Toutes les infos sur les luttes dans la santé, les prises de position du NPA, des analyses de fond, et bien plus encore sur le site :

sante-secu-social.npa2009.org